

Refonder l'éducation
permanente
pour une formation
émancipatrice

TOUT AU LONG DE LA VIE

COLLOQUE

CGT / FSU

10 novembre 2009
de 9 h30 à 17 h00

[Centre des congrès - Caen]



Avec la participation
de **Gérard Aschieri**,
secrétaire général de la FsU
et de **Bernard Thibault**,
secrétaire général de la Cgt





Ce colloque est le résultat d'une rencontre CGT-FSU au cours de laquelle nos deux organisations ont débattu des questions d'avenir du mouvement syndical français, d'unité et de relations entre nos organisations.

L'accord s'était fait sur la nécessité d'approfondir les relations de travail entre nous. Dans ce but il a été convenu de choisir quelques sujets sur lesquels nous avons à la fois des valeurs communes et des points de vue différents, liés à nos spécificités, et de se donner les moyens d'approfondir ensemble les débats afin qu'en découle une vraie « valeur ajoutée » pour les revendications et les luttes. La formation tout au long de la vie, sujet sur lequel la FSU et la CGT avaient déjà travaillé et pris des initiatives en commun, entre dans ce champ.

La CGT et la FSU partagent sur ce sujet des valeurs communes, fruits de l'histoire des luttes pour le droit à une éducation émancipatrice, menées par les travailleurs depuis l'aube du capitalisme. Elles ont été enrichies et approfondies notamment depuis l'après-guerre.

La période actuelle, caractérisée à la fois par l'importance croissante du savoir dans les sociétés, ce qui devrait constituer un facteur de progrès social, et la généralisation de la crise d'un système économique et social incapable de satisfaire les besoins sociaux de tous, impose de repenser l'ensemble du système éducatif et de formation de la Nation.

Même si nos organisations syndicales partagent des valeurs communes, nous sommes aussi conscients que bien des questions restent en suspens, voire sont porteuses de désaccords, soit parce que nos mandats diffèrent, soit parce que nous partons d'un point de vue différent, soit parce que les questions en elles même sont difficiles et complexes.

C'est de ce constat que naît l'objectif de ce colloque : au-delà de la mise en évidence des points de convergence existant entre nous, débattre en toute franchise et publiquement de ce qui peut faire problème.

Deux tables rondes seront consacrées à ces débats. Elles permettront d'avancer dans la construction d'un projet de société en matière d'Education et de formation tout au long de la vie, même si elles ne pourront, à elles seules, trancher toutes les questions.

2 Tak

1

Avec ses réussites et ses échecs, ses grandeurs et ses insuffisances, l'école dite républicaine a globalement joué le rôle qui lui était assigné et répondu aux besoins de la société. Le système de formation professionnelle a permis, quant à lui, notamment après la seconde guerre mondiale, de relever l'économie du pays.

Les étapes sont connues : les lois instituant la gratuité de l'enseignement primaire, l'obligation scolaire, la laïcisation de l'école, l'allongement de la scolarité obligatoire, le collège unique, la massification de l'enseignement secondaire puis supérieur, les mutations de l'enseignement professionnel et technologique depuis la création de l'enseignement secondaire spécial, la formation professionnelle depuis la loi de 71. Pourtant, aujourd'hui, ce système a atteint ses limites. La massification n'est pas la démocratisation. Le système de formation n'est plus tourné vers la promotion sociale mais accentue, au contraire, la reproduction sociale. La perte de

2

Construire le projet que nous ambitionnons nécessite de faire l'accord, ou tout au moins de rechercher des convergences et/ou un consensus réaliste, sur d'autres sujets. Tel est l'objectif des deux tables rondes que nous nous proposons de réunir lors de notre colloque.

ables rondes

1 Quelles finalités pour notre système d'éducation et de formation ?

sens, les questions de transmission des savoirs, des valeurs, des savoir-faire individuels et collectifs ébranlent le système aussi bien que ses acteurs.

C'est pourquoi il nous faut, en premier lieu, redéfinir les finalités qui doivent devenir celles d'un système éducatif et de formation au service de tous. Nous voulons qu'il réponde aux besoins :

■ **de la personne pour son émancipation.** Cette fonction ne revient pas seulement à la famille ou à des groupes restreints. Permettre à chaque personne de devenir un adulte libre et responsable, de s'insérer dans la vie sociale, de se réaliser pleinement est une mission qui incombe à la Société. Cela implique obligation scolaire, gratuité scolaire et laïcité.

■ **du citoyen pour son implication dans la gestion de la société**

La nation investit dans la formation des hommes et des

femmes pour leur permettre de vivre de leur travail. Mais elle le fait aussi pour assurer sa propre existence. La formation contribue au développement économique. Le renforcement de la citoyenneté se fonde sur l'enjeu d'une culture commune comme facteur de cohésion nationale, de lutte contre toutes les formes d'inégalités et sur l'accroissement des droits et capacités d'agir sur la société et son devenir.

■ **du travailleur pour son inclusion dans la production de biens et de services**

L'Éducation, la Formation professionnelle initiale, doivent permettre d'accéder, à un diplôme ou une certification reconnue nationalement pour s'insérer durablement dans une activité professionnelle.

À l'issue de la formation initiale comme tout au long de la vie active, la formation professionnelle continue doit permettre de construire un parcours professionnel évolutif

prenant en compte les mobilités choisies ou subies.

Mais elle ne doit pas avoir pour seule fonction d'assurer le maintien dans l'emploi. Partie prenante de l'éducation permanente elle doit permettre le développement des compétences et l'élévation des niveaux de qualification des salariés mais aussi, ce qui est essentiel, leur développement personnel. Nous voulons une formation tout au long de la vie réellement émancipatrice.

Tels sont les principes de base qui fondent l'édifice éducatif que nous ambitionnons de construire avec toutes celles et ceux qui ont intérêt à une transformation profonde de la société.



2 Des questions en débat

I. **De la continuité dans notre système de formation.**

La formation professionnelle continue va principalement aux mieux formés initialement. Ce seul constat suffit à justifier un effort considérablement accru pour permettre au plus grand nombre de

jeunes de poursuivre avec succès, selon des voies diversifiées, une scolarité initiale de haut niveau.

Cela n'empêchera pas complètement les ruptures de scolarité, les sorties prématurées ou sans qualification de celles et ceux qui n'entrent pas, pour des raisons très diverses, dans

le cadre contraignant et général du système. Il faut donc construire une continuité entre formation initiale et formation continue. Cela ne se réduit pas à des « passerelles » ou des « établissements de la deuxième chance ».

C'est un vrai **continuum** que nous devons construire, incluant droits



Des questions en débat (suite)

et garanties. Sont notamment posées les questions de formation en alternance combinant savoirs scolaires et savoirs expérimentaux, de droit à la Formation Initiale Différée et enfin de validation des qualifications acquises par l'expérience dans une activité sociale, professionnelle ou bénévole.

II. Responsabilités et financement.

La marchandisation de la formation produit de fortes inégalités d'accès à la formation, au détriment des publics les plus en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Nous avons la conviction que l'éducation et la formation ne sont pas des marchandises. Elles doivent devenir pleinement, ce qu'elles sont déjà en partie, un bien public et un droit social.

Cela pose la question complexe des **acteurs** en charge de la conception et de la mise en œuvre, comme de leur degré respectif d'autonomie, leurs prérogatives et leurs relations : Etat ? Régions ? Partenaires sociaux ? Education Populaire ? Mouvements associatifs ?

En découle la question des modalités de financement.

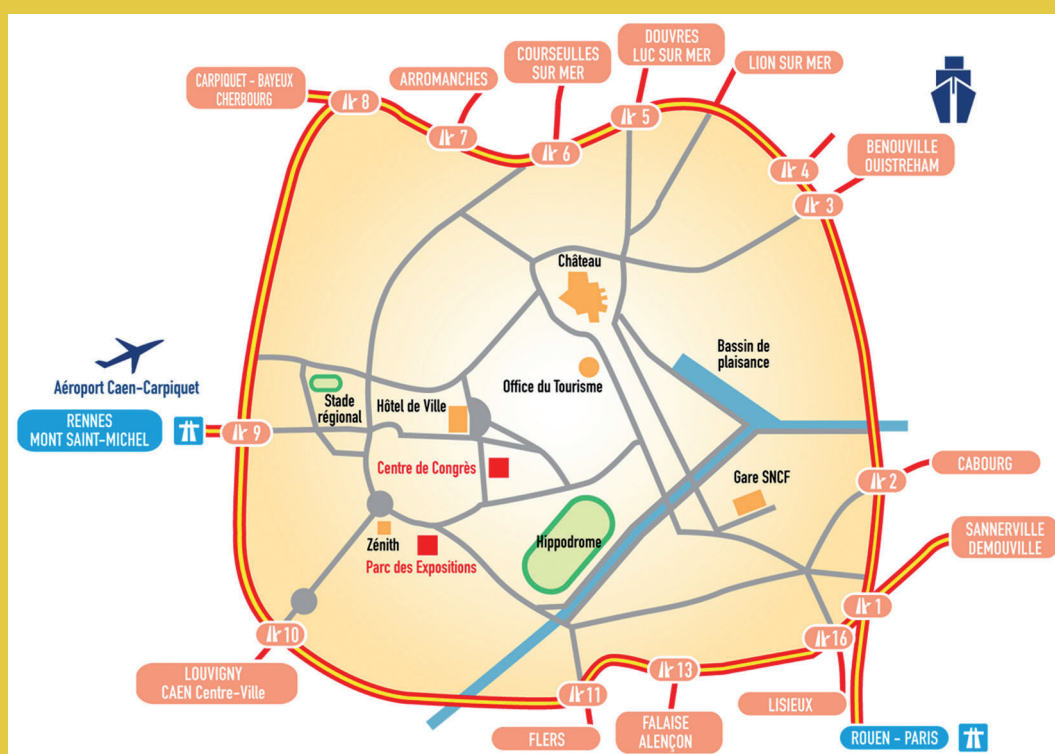
Or, si la réponse en matière de formation initiale ne pose guère de problème - il s'agit d'une responsabilité éminente de l'Etat via l'impôt - elle est redoutablement plus complexe pour la formation continue. Doit-on se satisfaire du statu quo actuel avec pour seule ambition de l'améliorer ou doit-on envisager autre chose ?

Quelle place du paritarisme, sur quel champ, avec quels moyens ? Quelle construction possible d'un **service public** de la formation tout au long de la vie ?

Ces deux tables rondes donneront lieu à une publication destinée à nos deux organisations et mise à disposition du grand public afin d'alimenter le débat sur l'ensemble de ces sujets.

Pour se rendre à Caen

Centre des congrès
13 avenue Albert Sorel
14000 CAEN



En train

Lignes TER (seules les gares principales sont indiquées) :

Caen - Bayeux - Saint-Lô - Coutances
Paris - Lisieux - Caen - Bayeux - Cherbourg

En avion

Aéroport de Caen-Carpiquet

Par la route

■ **Depuis Paris (environ 230km)** La N13 part de Paris pour arriver la Caen ! Prenez la nationale en suivant d'abord la direction de Saint-Germain-en-Laye. Poursuivez ensuite pour Evreux, Lisieux et Caen.

■ **Par l'autoroute (environ 260km) :** suivez l'A13 pour Rouen, puis Caen.

■ **Depuis Rennes (environ 180km de trajet).** Suivez l'autoroute A84 (gratuite) pour Fougères, Avranches et Caen.

Contacts FSU Caen : 02 31 86 29 33 - Comité régional CGT Normandie : 02 31 83 34 19